

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (matin) 19 mars 2015

Direction de l'économie publique

42 2014.RRGR.654 Postulat 129-2014 Aebersold (Berne, PS) Construction de logements à loyer modéré: explorer de nouvelles pistes

N° de l'intervention: 129-2014
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 10.06.2014
Déposée par: Aebersold (Berne, PS) (porte-parole)
Imboden (Berne, Les Verts)
Streit-Stettler (Berne, PEV)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 1531/2014 du 17 décembre 2014
Direction: ECO

Construction de logements à loyer modéré: explorer de nouvelles pistes

Le Conseil-exécutif est chargé d'étudier comment encourager la construction de logements d'utilité publique. Le rapport au Grand Conseil abordera en particulier les points suivants :

- a. possibilités offertes aux communes par la législation sur l'aménagement du territoire en vigueur pour encourager la construction de logements d'utilité publique ;
- b. stratégies, approches et mesures incitatives envisageables par les communes dans le domaine de l'aménagement du territoire pour encourager la construction de logements d'utilité publique ;
- c. cession de terrains fédéraux, cantonaux et communaux pour créer des conditions générales favorables à la construction de logements à loyer modéré ;
- d. outils financiers et fiscaux du canton et des communes en faveur d'une politique active de construction de logements à loyer modéré ;
- e. collaboration avec des propriétaires fonciers privés, des organismes de construction et des maîtres d'ouvrage ainsi qu'avec les organisations spécialisées dans la construction de logements d'utilité publique ;
- f. réunion des communes qui souhaitent créer des logements à loyer modéré.

Développement :

Les conditions politiques et juridiques du logement sont dictées par la politique. Or celle-ci souffle le chaud et le froid. Le 20 mars 2014, le Grand Conseil a refusé de reconduire la loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM), signifiant ainsi qu'il ne souhaitait pas que le canton encourage les logements à loyer modéré. Le 18 mai 2014, le corps électoral de la ville de Berne a en revanche adopté à une très forte majorité l'initiative pour des logements abordables. Et en procédure de consultation sur la LELM, de nombreuses communes ont insisté sur la nécessité d'être conseillées et soutenues par le canton lors de la planification, de la promotion ou de la construction de logements à loyer modéré sur leur territoire. Une chose est sûre : des efforts supplémentaires sont nécessaires pour encourager la construction de logements à loyer modéré. Les communes et les villes disposent certes déjà d'un éventail de possibilités d'aménagement du territoire pour encourager la construction de logements à loyer modéré. On ne voit cependant pas le canton s'engager dans une politique du logement. C'est pourquoi nous demandons l'élaboration d'un rapport à partir duquel il sera possible de développer de grands lignes politiques et prendre des décisions politiques visant à encourager la construction de logements à loyer modéré.

Réponse du Conseil-exécutif

En mai 2013, le Conseil fédéral a lancé le dialogue en matière de politique du logement¹ avec les cantons et les villes. Ce dialogue a pour but de créer des échanges sur la situation du marché du logement ainsi que d'examiner la nécessité d'intervenir et si oui, à quel niveau. Un rapport intermédiaire a été publié par le groupe de travail en janvier 2014. Un second rapport est attendu pour la fin 2014. Diverses mesures complémentaires ont déjà été engagées:

- Afin d'améliorer la transparence du marché du logement, le Conseil fédéral propose d'introduire l'obligation d'utiliser la formule officielle lors de la conclusion de nouveaux contrats de bail. La procédure de consultation s'est déroulée du 28 mai au 30 septembre 2014. Le Conseil-exécutif soutient cette demande dans sa prise de position, car il est d'avis que l'obligation d'utiliser la formule officielle est un pas important vers davantage de transparence sur le marché du logement. Elle peut aussi contribuer à ce que les bailleurs gardent le sens de la mesure lors d'augmentations de loyer.²
- Les coopératives de construction de logements peuvent obtenir des prêts à taux préférentiel non seulement pour les investissements dans la construction, mais aussi pour l'achat de terrains à bâtir.
- Le Conseil fédéral demande au parlement un crédit cadre de 1 900 millions de francs pour le cautionnement de construction de logements.

S'appuyant sur la loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM), le canton encourage depuis le 1^{er} janvier 2011 la construction de logements en soutenant les organismes construisant des logements d'utilité publique dans le développement de projets.³ Le Grand Conseil avait limité à quatre ans la validité de cette loi. Le 17 mars 2014, il a décidé de ne pas entrer en matière sur le projet de modification de la loi, refusant de ce fait d'en prolonger la validité. Cette décision du Grand Conseil signifie que le soutien financier du canton de Berne à la construction de logements cessera fin 2014.

Vu les travaux en cours au niveau fédéral et la récente décision du Grand Conseil, le Conseil-exécutif ne voit pas la nécessité d'élaborer un rapport. Par contre, il répond en détails aux questions posées dans l'intervention parlementaire.

Il existe divers outils destinés à promouvoir la construction de logements à loyer modéré:⁴

- Prestations financières
- Cession de terrain à prix abordable
- Incitations fiscales
- Instruments de planification
- Prestations immatérielles telles qu'information et conseil

Prestations financières (point d du postulat)

Les prestations financières cantonales peuvent prendre la forme de contributions ou d'exemption d'un émolument ou d'une taxe. Une base légale est nécessaire dans les deux cas. Après l'abrogation de la loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM), le canton de Berne ne disposera d'aucune base légale pour l'encouragement de la construction de logements à loyer modéré à partir de 2015 et ne pourra donc plus verser de contribution à l'avenir.

Une nouvelle base légale pour l'encouragement de la construction de logements devrait aussi régler les conditions d'octroi des subventions et les dispositions destinées à prévenir le changement d'affectation, par exemple:

- le coût de revient admissible des logements et le niveau d'aménagement standard;
- les prescriptions en matière d'occupation et les critères de répartition;
- les règles permettant d'empêcher la transformation en logement en propriété ou la vente à des fins spéculatives.

La LELM complétait de manière ciblée les prestations fédérales destinées à encourager la construction de logements.⁵ Ces dernières sont maintenues intégralement, car elles ne dépendent pas de prestations cantonales. Les coopératives dans le canton de Berne pourront donc compter sur un soutien financier à l'avenir également.

Indépendamment de la LELM, des loyers continueront à être pris en charge, sur la base de la législation sur l'aide sociale pour les ayants droit. Les dispositions de la Conférence suisse des

¹ Office fédéral du logement, dossier Politique du logement: <http://www.bwo.admin.ch/themen/00532/index.html?lang=fr>

² ACE 1132 du 10.09.2014

³ Cf. article 1 de la loi du 9 décembre 2009 sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM; RSB 854.15)

⁴ De plus amples informations sur l'encouragement de la construction de logements se trouvent dans le Rapport présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil au sujet de la LELM, annexe n° 23/13 au journal du Grand Conseil, session de juin 2009

⁵ Des précisions sur l'encouragement par la Confédération se trouvent sous <http://www.bwo.admin.ch/index.html?lang=fr>

institutions d'action sociale (CSIAS) et celles du manuel de la Conférence bernoise d'aide sociale et de protection de l'enfant et de l'adulte s'appliquent à cet égard. Les directives concernant les loyers tiennent compte des différences communales et régionales ainsi que du marché du logement actuel.

Cession de terrain à prix abordable (point c du postulat)

Des biens-fonds en suffisance sont la condition nécessaire pour la cession de terrain à prix abordable. Comme le relève le Conseil-exécutif dans sa réponse à l'interpellation 145-2013 Imboden «Affectation des terrains du canton à la construction de logements» et à la motion 132-2014 Imboden «Cession de biens-fonds appartenant au canton aux communes et aux maîtres d'œuvre d'utilité publique», le canton ne dispose plus guère de terrains appropriés et vendables en zone à bâtir. Ces terrains ne suffisent pas pour mener une véritable politique cantonale de construction de logements; il est donc inutile d'examiner la nécessité de créer la base légale requise pour la cession de terrain à prix abordable.

Les communes doivent décider elles-mêmes, en fonction de leurs besoins et de leurs possibilités, si elles veulent céder des terrains à prix abordable. Il ne faut pas pour cela de base légale ou de mandat cantonal.

Au niveau fédéral, le groupe de travail «Dialogue en matière de politique du logement»⁶ recommande d'examiner les stratégies immobilières des CFF et d'armasuisse, car ils disposent du plus grand nombre de terrains au niveau fédéral. Le but d'une adaptation est de consacrer plus souvent des terrains appropriés à la construction de logements d'utilité publique ou à prix modéré ainsi qu'au maintien de locaux à prix avantageux pour l'artisanat et le commerce.

Incitations fiscales (point d du postulat)

Les constitutions fédérale et cantonale prévoient l'imposition selon la capacité contributive. Des incitations fiscales en faveur de la construction de logements à loyer modéré y seraient contraires et également incompatibles avec la loi sur l'harmonisation des impôts⁷. Elles seraient en outre moins efficaces que des prestations financières. Des effets d'aubaine seraient inévitables et le maintien de l'affectation ne pourrait pas être garanti. Les outils fiscaux constituent généralement un poids pour les finances publiques, en raison d'une diminution des recettes. C'est pourquoi le canton ne peut pas en espérer des avantages par rapport à la charge que représentent pour lui les contributions directes. Les incitations fiscales ne sont donc pas une alternative aux prestations financières.

Instruments de planification (points a et b du postulat)

Le Conseil-exécutif soutient la demande formulée par le présent postulat, visant à favoriser la construction de logements d'utilité publique à l'aide d'outils d'aménagement du territoire. L'actuel droit cantonal de la construction permet en principe l'encouragement de la construction de logements à loyer modéré. La compétence en incombe aux villes et aux communes qui peuvent intégrer des dispositions relatives à la construction de logements d'utilité publique dans leur règlement. L'initiative mentionnée dans le postulat pour des logements abordables en ville de Berne est un exemple d'une telle réglementation. Une étude publiée par l'Office fédéral du logement en novembre 2013 indique d'autres possibilités.⁸

Le projet de révision partielle de la loi sur les constructions qui a été envoyé en consultation contient aussi des dispositions destinées à favoriser et à garantir la disponibilité de terrains à bâtir.⁹ Les mesures nécessaires contre la thésaurisation ou pour la mobilisation de terrains à bâtir seront ainsi adoptées et pourront contribuer à améliorer l'offre de logements, ce qui aura un effet modérateur sur les prix.

Il est prévu de discuter de questions relatives à l'aménagement du territoire dans le cadre de la poursuite du «Dialogue en matière de politique de logement».

Prestations immatérielles (points b, e et f du postulat)

Le canton a travaillé avec l'association faîtière¹⁰ concernée sur la mise en œuvre de la LELM et n'a pas développé de compétences propres. C'est donc cette association ou l'Office fédéral du logement qui sont compétents pour les questions spécifiques à la construction de logements à loyer modéré.

⁶ Cf. «Dialogue en matière de politique du logement entre la Confédération, les cantons et les villes: rapport intermédiaire du groupe de travail, 3 décembre 2013», <https://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=51654>

⁷ Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs du canton et des communes (LHID; RS 642.14))

⁸ Logement à prix avantageux – Un kit d'options à la disposition des villes et des communes, téléchargeable à l'adresse <http://www.bwo.admin.ch/index.html?lang=fr> => Documentation

⁹ Cf. art. 126a -126d, art. 128 et 129 du projet envoyé en consultation, téléchargeable à l'adresse <http://www.be.ch/portal/fr/veroeffentlichungen/geschaefte/vernehmlassungen.html>

¹⁰ Section Berne-Soleure de l'Association Suisse pour l'Habitat.

L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) est l'interlocuteur pour le conseil et la mise en réseau liés à l'aménagement du territoire. Cet office sensibilise les divers intervenants et milieux intéressés aux thèmes d'aménagement du territoire et indique aux autorités communales, aux aménagistes et aux maîtres d'ouvrage comment faire face aux tâches et défis actuels de manière appropriée. Il le fait au moyen de guides pour l'aménagement local (GAL) ou en suivant les processus d'aménagement et de mise en œuvre dans le cadre de son activité ordinaire.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption et classement

La présidente. Nous passons à l'affaire 42, postulat de M. Aebersold, Construction de logements à loyer modéré: explorer de nouvelles pistes. M. Aebersold conteste le classement. Vous avez la parole, veuillez encore vous inscrire. Je demande aux groupes de s'inscrire. Monsieur, vous avez la parole.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Ich bin erstens dankbar, wenn Sie das Postulat unterstützen, und zweitens möchte ich kurz begründen, weshalb wir dieses nicht gleich abschreiben möchten. Die Antwort scheint mir etwas aus einem Zufallsgenerator zu kommen. Einen Innovationspreis gewinnt die Direktion von Regierungsrat Rickenbacher damit nicht. Es handelt sich um meinen letzten Versuch, Wohnen zu einem Thema zu machen und auf die politische Bühne zu bringen. Wohnbaupolitik und Wohnbauförderung geht aus unserer Sicht einher mit Raumentwicklung, Wirtschaftsförderung, Infrastrukturpolitik, Sozialpolitik und vielem mehr. Sie haben es vielleicht bemerkt: Diese vier Begriffe entsprechen den ersten vier Zielen aus den Richtlinien der Regierungspolitik 2015–2018. Ich habe eigentlich einen Bericht erwartet, der sich als Leitfaden anwenden liesse und vielleicht auch eine Analyse und gewisse Visionen enthält. Was wird uns als Antwort geliefert? Zuerst wird auf den Bundesrat und den Bund verwiesen. Danach wird bald einmal gesagt, die Gemeinden «seien halt», sie «sollten», «wollten» und «täten»... Aber leider passiert nichts. Die Analyse fehlt mir. Klar ist, dass wir in der Agglomeration ein Wohnproblem haben. Die Mieten steigen aber beispielsweise auch in Interlaken und zum Teil stimmt der Wohnungsmix nicht mehr. Mir fehlen die Visionen, dahingehend, in welche Richtung der Kanton als attraktiver Wohnstandort gehen will. Dies ist entscheidend, zumal wir gute Steuerzahlende brauchen und nicht Leute, die pendeln und den Kanton abends wieder verlassen. Aus diesem Grund möchten wir ein Zeichen setzen, indem wir sagen «So nicht!». Die Regierung hat nun einen zweiten Versuch. Ich bitte Sie, die Abschreibung ebenfalls nicht zu akzeptieren und den Auftrag aufrechtzuerhalten.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Das Postulat, von welchem ich hoffe, dass es nicht bestritten wird, will etwas sehr Wichtiges. Eigentlich schliesst es an verschiedene während dieser Session geführte Diskussionen an. So wurde mehrfach gesagt, wir wollten, dass Pendlerinnen und Pendler aus den anderen Kantonen wieder im Kanton Bern Wohnsitz nehmen, sodass wir weniger Verkehr und mehr Steuerzahlende haben. Darin sind wir uns wohl alle einig. Dies scheint mir als gemeinsames Ziel auch sehr wichtig. Um hier wohnen zu können, braucht es Wohnraum. Es ist nun einmal ein Fakt, dass in den grossen Agglomerationen dieses Kantons eine Nachfrage nach Wohnungen vorhanden ist. Allerdings hat es zu wenige Wohnungen. Angesichts dessen ist das vorliegende Postulat zur Förderung des preisgünstigen Wohnungsbaus dermassen wichtig. Deshalb bitten wir Sie auch um Unterstützung. Die Antwort des Regierungsrats enthält – wie von Michael Aebersold bereits erwähnt – eine Auflistung aller möglichen zu ergreifender Massnahmen. Die Antwort macht fast den Anschein, eine Fleissarbeit zu sein. Dennoch ist sie blutleer, umso mehr als das Fazit besagt, dass man nichts tun kann und will. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich erinnere daran, was in Artikel 40 unserer Kantonsverfassung (KV) steht. Ich bitte Sie alle, diesen Artikel nochmals nachzuschlagen. Artikel 40 KV sagt klar, dass Kanton und Gemeinden das preisgünstige Wohnen fördern. Ich weiss, dass die Ratsmehrheit das entsprechende Gesetz abgeschossen hat. Trotzdem bleibt der Verfassungsauftrag bestehen. Es ist eine Aufgabe des Kantons, den gemeinnützigen und preisgünstigen Wohnungsbau zu fördern. Daran ändert sich auch mit den manchmal anders liegenden Mehrheiten nichts.

Der Grund, weshalb die grüne Fraktion und ich es wichtig finden, die Abschreibung zu bestreiten, ist einfach: Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, dass auf Bundesebene ein Dialog mit allen Partnern – den Kantonen, den Gemeinden und Fachorganisationen – stattfinde. Der vor etwa

anderthalb Jahren zum Laufen gekommene wohnungspolitische Dialog hat denn bereits verschiedene Massnahmen formuliert. Der Kanton Bern liegt aber weit hinter dem zurück, was auf eidgenössischer Ebene auch als Massnahmen für die Kantone und Gemeinden formuliert wurde. Gegen die Abschreibung spricht, dass der Regierungsrat den wohnungspolitischen Dialog, zu welchem am 2. Dezember 2014 ein neuer Bericht erschienen ist, nicht berücksichtigt hat. Dies ist sehr bedauerlich, zumal die Antwort der Regierung vom 17. Dezember 2014 datiert. (*La présidente agite sa cloche.*) Folglich lag der Bericht bereits vorher vor. Es wäre deshalb wichtig und richtig, dass sich die Regierung nochmals überlegt, was für den Kanton Bern richtig, wichtig, aber auch möglich wäre, anstatt den Vorstoss einfach zu schubladisieren. Die grüne Fraktion unterstützt das Anliegen, preisgünstigen Wohnraum vor allem dort zu schaffen, wo er notwendig ist. Vor allem drückt der Schuh am meisten in den Agglomerationen. Die gleiche Problematik haben aber auch verschiedene Gemeinden bis ins Berner Oberland. Deshalb sollte genauer hingeschaut werden. Eine Abschreibung würde einer Schubladisierung gleichkommen. Wir sind der Meinung, dass es dieses Anliegen verdient, aufgenommen zu werden, indem der Regierungsrat nochmals den letzten Bericht genauer anschaut, zumal er an diesem auch beteiligt war. Dies gilt auch für die dort enthaltenen, auch an die Kantone gerichteten Empfehlungen. Aus diesem Grund empfiehlt Ihnen die grüne Fraktion, das Postulat zu unterstützen und dessen Abschreibung zu bestreiten.

Erich Hess, Berne (UDC). Die Pendlerinnen und Pendler kommen nicht wegen der Mietzinse nicht in den Kanton Bern. Nein, sie kommen vielfach nicht, weil die Steuern und Abgaben im Kanton Bern viel höher sind als in den umliegenden Kantonen. Es liegt nicht an den Mietzinsen. In den Randregionen der Stadt Bern haben Sie zum Teil vernünftige Mietzinse. Es ist nun einmal so, dass die Mietzinse in städtischen Agglomerationen immer etwas teurer sind. Dies ist aber weltweit der Fall. Insofern handelt es sich hier um keinen Einzelfall. Es kann nicht sein, dass man staatlich in die Wohnbaupolitik und den Wohnmarkt eingreift. Ansonsten haben wir Zustände wie vor 50 Jahren zu Zeiten des Kommunismus in Russland. Der Staat soll sich möglichst im Sinne der freien Marktwirtschaft heraushalten. Dabei soll er aber die Rahmenbedingungen so setzen, dass es für alle interessant sein kann, günstige Wohnungen zur Verfügung zu stellen. Die Steuerflut, die auf die Liegenschaftsbesitzer zukommt, beginnt schon nur bei der Handänderungssteuer. Diesbezüglich wurde die Initiative des Hauseigentümerverbandes hier verpasst, weshalb die Handänderungssteuer leider nicht völlig weggefallen ist. Das wäre ein erster Schritt gewesen. Wenn Sie heute ein Mehrfamilienhaus kaufen, müssen Sie wissen, dass 1,8 Prozent davon entrichtet werden müssen. Bei den heute gerade in städtischen Regionen nur noch sehr tiefen Bruttorenditen müssen Sie die Handänderungssteuer im Prinzip auf die Mietzinse ausschlagen können. Folglich haben Sie bei den tiefen Nettoerträgen etwa ein bis zwei Jahre, bis Sie die Handänderungssteuer bezahlt haben. Weiter geht es natürlich mit der zu bezahlenden Liegenschaftssteuer und dem Versteuern der Mietzinse, aber auch mit den baulichen Vorschriften. Mit diesen verteuert der Staat das Wohnen massiv.

Im Kanton Bern fallen auch sehr viele Liegenschaften unter den Denkmalschutz. Dieser erlässt massive Vorschriften, welche das Bauen verteuern. Die Baubewilligungsverfahren kosten ebenfalls sowie anderes mehr. Wie Sie sehen, sind dies Kosten, für welche der Staat verantwortlich ist. Wir können nicht nur ein paar wenigen vergünstigtes Wohnen gewährleisten. Sonst kommt es so heraus wie in der Stadt Bern, wo das preisgünstige Wohnen nur wenigen SP-Kaderleuten zur Verfügung steht. Gisela Vollmer und Kompanie lassen grüssen. Wir müssen dafür besorgt sein, dass wir die Rahmenbedingungen für die Investoren von Wohnungen verbessern können. Gegen die vielfach vorhandenen Wohnbaugenossenschaften hat die SVP grundsätzlich nichts. Allerdings haben wir etwas dagegen, dass diese anders behandelt werden als alle anderen juristischen und natürlichen Personen, die in den Wohnbau investieren. Wir müssen gleich lange Spiesse für alle haben. Im Weiteren sind die Wohnungsmieten nicht derart gestiegen, wie es die linke Seite immer wahrhaben will. Sie müssen beachten, wie hoch das Durchschnittseinkommen während der letzten 30 Jahre angestiegen ist und um wie viel die Mietzinse in diesem Zeitraum angestiegen sind. Vergleichen Sie dies, zeigt sich klar, dass die Wohnungspreise im Verhältnis zu wenig angestiegen sind. Deshalb bitte ich Sie namens der SVP-Fraktion, dieses Postulat klar abzulehnen.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Ich bin nicht sicher, ob wir bereits über den Inhalt des geforderten Berichts diskutieren oder einzig und allein über den Vorstoss, das heisst, über ein Postulat, welches einen Bericht verlangt. Einzig zu Letzterem haben wir uns in unserer Fraktion vorbereitet. Vorab gibt es Folgendes zu sagen: Ich bin nicht ganz sicher, ob mit diesem Postulat

wirklich auch ein Bericht verlangt werden kann. Um einen Bericht zu verlangen, hätte ich wohl eher die Motionsform bevorzugt. Dies, weil es sich beim Postulat um einen Prüfungsauftrag handelt, bei welchem der Regierungsrat in der Wahl des Vorgehens frei ist. Er kann zwar einen Bericht erstellen, muss es aber nicht. Aus diesem Grund haben wir bereits ein formelles Problem. Herr Aebersold muss das Postulat nicht in eine Motion umwandeln, wie er dies gerade hat tun wollen. In den vergangenen Jahren haben wir hier oft über Wohnbaupolitik diskutiert. Im Zusammenhang mit diesen Diskussionen, aber auch mit der Initiative «Günstig wohnen» und dem Gesetz über die Förderung des preisgünstigen Mietwohnungsangebots (PMG) wurden seitens des Regierungsrats verschiedene Dokumente und Erläuterungen vorgelegt, welche dieses politische Thema umschrieben haben. Aus unserer Sicht bedarf es keines zusätzlichen Berichts zur Frage, wie man dieses Thema wieder auf die politische Agenda des Grossen Rates setzen kann. Aus diesem Grund sind wir der Meinung, dass dieser Vorstoss nicht angenommen werden sollte. Ich bitte Sie um Ablehnung des Postulats und – sollte es wider Erwarten überwiesen werden – ebenfalls um Abschreibung.

Noch ein Hinweis zu den Aussagen von Frau Imboden: Sie hat gesagt, wir hätten das PMG abgeschossen. Das ist nicht ganz richtig. Das PMG wurde mit dem festen Versprechen der Befürworter eingeführt, dass es befristet sei. Die Befürworter sind jene in diesem Saal, die dieses Gesetz befürwortet haben. Aber auch der Regierungsrat hat auf eine ausdrückliche Befristung hingewiesen. Die Befristung ist abgelaufen. Deshalb kann hier nicht in populistischer Weise die Rede davon sein, dass das PMG abgeschossen worden wäre. Ich bitte Sie, den Vorstoss abzulehnen.

Ursula Zybach, Spiez (PS). Der Titel dieses Postulats sagt genau, worum es geht. Es geht nämlich darum, neue Instrumente und Wege zu prüfen. Heute haben wir bereits einmal ziemlich lange über Denken und Prüfen gesprochen. Dieses Postulat wirft verschiedene Fragen rund um den preisgünstigen Wohnungsbau auf. Die Antwort der Regierung zeigt eigentlich, dass dem preisgünstigen Wohnungsbau im Kanton Bern durchaus eine grosse Bedeutung zukommt, weshalb ein Bericht sinnvoll wäre. Lassen Sie mich dies kurz mit einem Blick auf die Internetseite des Kantons ausführen. Dort ist unter anderem zu lesen, dass ein attraktiver Wohnstandort wesentlich zu unserer Lebensqualität beiträgt und dass der Kanton Bern aufgrund seiner gut ausgebildeten Infrastruktur und der intakten Landschaft bessere Voraussetzungen dafür bietet. Man liest denn auch, dass der Kanton dies speziell fördern möchte. Schaut man nach, was zum Thema des preisgünstigen Wohnungsbaus im Kanton Bern steht, ist man nicht mehr ganz sicher, ob man bereits im Jahr 2015 angelangt ist oder sich doch noch im vergangenen Jahr befindet. Dazu steht, dass die Schaffung und der Erhalt von preisgünstigen Mietwohnungen ein wichtiges Anliegen sei und dass man im Kanton Bern bis Ende 2014 gemeinnützige Wohnbauträger bei Planung, Machbarkeitsstudien und Vorprojekten unterstützen könne. Irgendwie steckt man immer noch im letzten Jahr! In diesem Jahr gibt es allerdings gar keine Leistungen mehr. Für die eigentliche Realisierung wird man an den Bund weiterverwiesen. Liest man dort auf der entsprechenden Internetseite nach, sieht man, dass der Bund direkte und indirekte Förderungen betreibt, im Moment aber nur die indirekten Förderungen stattfinden. Es verhält sich ähnlich wie beim Fussballspiel: Jeder gibt den Ball dem anderen weiter, aber ein Goal schiesst zurzeit niemand.

Zwecks einer zukunftsgerichteten Förderung des preisgünstigen Wohnungsbaus bedarf es der Zusammenarbeit mit den privaten Landeigentümern, den Wohnbauträgern und Bauherren. Städten und Gemeinden kommt zweifellos eine wichtige Rolle zu. Verortet man es nur an den einzelnen Stellen, vergibt man sich eine Chance. Es ist die Chance, die wir vorhin bei der Diskussion über das Postulat gepackt haben, wie der Kanton Bern künftig aussehen könnte. Es ist das Denken, das Überlegen, was man wirklich tun könnte. Es braucht nicht nur die einzelnen Städte und Gemeinden, um aktiv zu werden. Das Ganze muss in funktionalen Räumen angedacht werden. Dazu braucht es einen Bericht. Ein solcher ist notwendig, damit im Kanton Bern künftig eine aktive kantonale Wohnbaupolitik erkennbar ist. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist deshalb klar der Meinung, dass dieses Postulat überwiesen werden sollte, damit gedacht werden kann, sodass wir einen entsprechenden Bericht erhalten werden. Aus diesem Grund möchten wir das Postulat nicht bereits heute abschreiben.

La présidente. Avant que nous n'entendions le prochain porte-parole du groupe PLR, j'aimerais vous donner une information. Comme vous pouvez le constater, nous sommes ici à la dernière motion de la Direction de l'économie. Peut-être arrivons-nous à finir les affaires de cette Direction

jusqu'à 11 heures 45. Si nous arrivons à voter cette motion d'ici-là, je propose que l'on fasse encore le crédit de la Direction des finances. Et la motion de M. Schnegg sera reportée au mois de juin. M. Schnegg est venu me dire qu'il était prêt à retirer pour économiser les 30 000 francs cet après-midi, cela, ce n'est pas normal. Mais, si l'on voit que cela joue, on finit ce matin donc avec cette motion, le crédit de la Direction des finances, et après l'après-midi serait libre. Si l'on voit que cela bouscule cette motion, on sera de nouveau là à 13h30. Monsieur, vous avez la parole.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Ich kann mich kurz fassen. Der Grosse Rat hat im letzten Jahr das Weiterführen des Gesetzes über die Förderung des preisgünstigen Mietwohnungsangebots abgelehnt. Die Ausgangslage hat sich inzwischen nicht verändert. Eigentlich gibt es im Kanton Bern günstige Wohnungen. Die Frage ist höchstens, ob sich diese dort befinden, wo man sie haben will. Die Leute müssten flexibel genug sein, um allenfalls den Wohnort zu wechseln. Neu erstellte Wohnungen sind tatsächlich selten preisgünstig; daran sind aber primär die Lohnkosten der Arbeitnehmer schuld. Dies ist wiederum ein anderes Thema. Die FDP-Fraktion unterstützt den Bericht der Regierung. Für uns stimmt dieser. Deshalb beschliessen wir Annahme und gleichzeitige Abschreibung des Postulats.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Ich bin Mitpostulantin, spreche hier aber für die EVP-Fraktion. Wir unterstützen dieses Postulat und bestreiten dessen Abschreibung. Auch wir sind der Ansicht, das Thema des preisgünstigen Wohnungsbaus sollte weiterverfolgt werden. Dabei geht es nicht in erster Linie um Sozialhilfebezüger und Rentner, die davon profitieren sollen. Diese sind abgedeckt, weil ihre Mieten entweder von der Sozialhilfe bezahlt werden oder weil sie Ergänzungsleistungen beanspruchen. Es geht beispielsweise viel mehr um Familien mit nicht sehr grossen oder kleinen Einkommen, die mit Ach und Krach selber über die Runden kommen. Wir behaupten auch nicht, dass preisgünstige Wohnungen überall im Kanton Bern ein Problem sind. Vor allem leiden die Städte, weil vor allem grosse und günstige Familienwohnungen fehlen. Gerade die Stadt Bern ist stark davon betroffen. Seit Jahren ist bei uns der Saldo von Familien negativ. Dafür gibt es natürlich verschiedene Gründe, nicht nur derjenige der preisgünstigen Wohnungen. Die Antwort des Regierungsrats ist schlicht mutlos; man erhält den Eindruck, das Problem existiere gar nicht. Dem ist aber nicht so! Dass in dieser Hinsicht so wenig gelaufen ist oder läuft, liegt an den politischen Mehrheiten und nicht daran, dass das Problem nicht vorhanden wäre. Im Gegenteil: Die Städte Zürich und Basel haben eine lange Tradition von Genossenschaften im Wohnungsbau. Die Städte im Kanton Bern haben dies nicht. Weshalb dem so ist, weiss ich nicht. Vielleicht waren die politischen Mehrheiten bereits damals anders, als diese Tradition am Anfang des letzten Jahrhunderts aufgekommen ist. Wir fordern den Regierungsrat auf, nicht aufzugeben und einen neuen Anlauf zugunsten des günstigen Wohnungsbaus zu unternehmen, um im Sinne des Postulats Möglichkeiten zu prüfen. Aus unserer Sicht handelt es sich dabei um gut investiertes Geld, besonders weil mehr Familien entlastet werden, die dadurch in der Lage sind, einigermassen selbstständig, ohne Sozialhilfe, zu existieren. Geld, welches man in die Entlastung von Familien investiert, kommt bekanntlich früher oder später zurück. Ich bitte Sie, das Postulat zu unterstützen und dieses auch nicht abzuschreiben.

La présidente. Y-a-t-il des intervenants à titre personnel? – Non plus. Donc, M. le directeur, vous avez la parole.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. (*La présidente agite sa cloche.*) Die Frage, ob in diesem Bereich etwas geschieht oder nicht, liegt an den politischen Mehrheiten. Betrachtet man die letzten vier bis fünf Jahre, kann dem Regierungsrat wohl kaum zum Vorwurf gemacht werden, er nehme das Problem nicht ernst. Wir haben dieses Thema mit verschiedenen Anträgen und Gesetzesprojekten vorangetrieben. Dennoch musste die Regierung zur Kenntnis nehmen, dass im Kanton Bern zumindest auf kantonaler Ebene die politischen Mehrheiten im Themengebiet der Wohnbauförderung anders sind. Ob sich dies in den Städten anders verhält, ist wiederum eine andere Frage und muss auf städtischer Ebene gelöst werden. Vor diesem Hintergrund hat der Regierungsrat bei der Behandlung dieses Postulats ebenfalls gewichten müssen, wie sich dieses Parlament gerade auch in der jüngsten Vergangenheit positioniert hat. So hat es vor noch nicht allzu langer Zeit entschieden, das auf kantonaler Ebene bestehende Gesetz zur Wohnbauförderung nicht mehr weiterzuführen. Dies war eine klare politische Meinungsäusserung des kompetenten Organs. In Anbetracht dessen kann man dem Regierungsrat

wohl kaum vorwerfen, das Problem nicht zu erkennen und nicht vorwärtszumachen. Der Regierungsrat hat ganz einfach die politischen Gegebenheiten in Bezug auf dieses Themengebiet zur Kenntnis genommen. Immerhin hat der Regierungsrat in seiner schriftlichen Antwort ausführlich zur Problematik des preisgünstigen Wohnungsbaus im Kanton Bern Stellung bezogen. Wir haben aufgezeigt, welche Instrumente auf eidgenössischer Ebene vorhanden sind und dass diese ebenso für den Kanton Bern gelten bzw. auch, was man trotz der politischen Mehrheiten tun kann. Dennoch ist der Regierungsrat zur Einsicht gelangt, dass einerseits die Antworten auf die Fragen von Herrn Grossrat Aebersold geliefert wurden und wir andererseits ökonomisch mit unseren Kräften umgehen müssen. Dies, weil es angesichts der politischen Mehrheiten nicht viel bringt, die Verwaltung mit einem separaten Bericht zu diesen Fragen zu beschäftigen. Deshalb beantragt Ihnen die Regierung, das Postulat anzunehmen, es jedoch aufgrund der ausführlichen schriftlichen Antwort gleichzeitig abzuschreiben.

La présidente. Nous passons tout de suite au vote, et ceci en deux fois. Tout d'abord, si vous acceptez le postulat, et après, nous voterons sur son classement, oui ou non. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 66

Non 72

Abstentions 2

La présidente. Vous avez refusé ce postulat. Je remercie M. le directeur de l'économie. Je vous souhaite une bonne journée.